



## Rentrons dans la lutte !

**M**acron ne veut surtout pas d'un gouvernement qui pourrait reprendre des revendications du mouvement social, comme la suppression de la réforme des retraites qui nous use, l'augmentation des salaires... Malgré un gouvernement dit démissionnaire, la ministre de l'Éducation fait une réunion de rentrée dans la continuité de ce qui a été contesté dans la rue.

La réforme du Choc des savoirs sera mise en œuvre dans les classes de 6e et de 5e déclare Belloubet. Mais la bagarre de l'année dernière a laissé des traces puisque la mise en place sera faite « avec pragmatisme et souplesse ». Donc à nous de la saboter car cette réforme ne fonctionne pas : elle stigmatise les élèves et augmente la pression scolaire. Elle crée plus de ségrégation sociale dans un système qui est déjà un des plus inégalitaires d'Europe. Elle oblige le personnel enseignant à faire du tri social avec des classes qui concentrent les élèves en difficultés et des classes « élitistes » alors que nous défendons une éducation de qualité et émancipatrice pour toutes et tous. Nous pensons que l'hétérogénéité, le fait d'apprendre avec et grâce à ses pairs, de manière coopérative, est une bien meilleure solution pour nos élèves.

Signe de cette politique concurrentielle, la ministre maintient les évaluations nationales et les élargit à toutes les classes d'élémentaires et de collège. En 6e, elles serviront à faire le fameux tri. Les évaluations nationales ne sont pas un outil utilisé par les enseignantes et les enseignants mais plutôt par les inspections et les chefs d'établissement pour mettre la pression sur les équipes. L'impact est une standardisation des pratiques et plus de contrôle de la hiérarchie. Alors refusons les évaluations collectivement !

Pour l'instant, le décret qui faisait du brevet une obligation pour passer en Seconde et entrer au lycée est « gelé ». Les nouveaux programmes de français et de maths pour l'école primaire sont reportés d'un an, plus ou moins, ainsi que la labellisation des manuels scolaires.

Cette rentrée sera aussi marquée par le manque de personnel enseignant, d'AESH, d'ATSEM, mais aussi d'assistant-es sociales, de médecins et psychologues scolaire... Selon le ministère de l'Éducation nationale 3 185 postes de personnel enseignant du Premier et Second degrés ne seraient pas pourvus cette année à la rentrée. Les difficultés à recruter sont-elles étonnantes ? Les enseignants français du public sont parmi les plus mal payés de tous les pays de l'OCDE. Le manque de personnel remplaçant fait que des collègues vont travailler malades, culpabilisés de la répartition de leurs élèves dans les autres classes.

Dans un rare moment d'honnêteté, la ministre démissionnaire a prévenu que le projet budgétaire adressé par Matignon à son ministère pour 2025 « ne répondait pas à l'ensemble des besoins ». D'un autre côté, Mediapart révèle qu'entre 2016 et 2023, les Régions, surtout celles de droite, ont versé 1,2 milliard de subventions aux lycées privés sous contrat... en plus des 3 milliards auxquels la loi les oblige.

### **Face à ces choix politiques de la rigueur économique qui détruit l'école publique et nos conditions de travail, exigeons :**

- le retrait de la réforme des retraites
- une augmentation de 500 € pour tous les personnels
- le dégel du point d'indice et une hausse des salaires indexée sur l'inflation
- le retrait du Choc des savoirs, du Pacte enseignant
- le retrait des évaluations nationales
- le respect des équipes
- l'embauche d'enseignant.es, d'AESH, de personnels techniques, de RASED...

Le 10 septembre, mettons-nous en grève pour défendre l'école publique, nos conditions de travail !  
Construisons la mobilisation interprofessionnelle du 1er octobre !

# **Contre le choc des savoirs et les évaluations Toutes et tous en grève le 10 septembre**